

Communiqué de presse

Berne, le 18 mars 2010

Le Conseil national ajourne une augmentation de l'aide au développement

Une occasion ratée

Le Conseil national fait marche arrière et ne veut plus d'une augmentation de l'aide au développement à 0,5% du revenu national brut d'ici 2015. Contrairement au Conseil des Etats il y a deux semaines, la Chambre basse, par 88 contre 84 voix, s'est ralliée à la tactique de retard du Conseil fédéral et elle a accepté le rapport sur le 0,5%. Sur cette base, il n'y aura donc pas de moyens additionnels avant 2013. Alliance Sud, la communauté de travail des œuvres d'entraide Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER, juge que cette décision est une « occasion ratée ».

Avec ce report, la Suisse donne un faux signal du point de vue de sa politique étrangère. Ce surtout en vue de l'Assemblée générale de l'ONU de septembre qui, sous la présidence de l'ancien conseiller fédéral Deiss, va discuter les nouveaux efforts dans la lutte contre la pauvreté. Alliance Sud estime que cette décision ne se justifie pas non plus du point de vue de la politique financière: malgré la crise, l'année passée la Confédération a enregistré un bénéfice de 2,7 milliards de francs. Une augmentation à 0,5% de l'aide au développement coûterait environ 340 millions de francs de plus par an – c'est un montant supportable. Alliance Sud attend donc du Conseil des Etats qu'il insiste pour que, dans l'élimination des divergences, l'objectif du 0,5% soit atteint d'ici 2015.

Il est urgent d'augmenter rapidement l'aide au développement. En septembre, l'Assemblée générale de l'ONU va tirer un bilan provisoire des dix ans écoulés depuis l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement - qui visent à diminuer de moitié la pauvreté extrême d'ici 2015 - et décider d'un plan d'action pour la mise en œuvre future. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a publié cette semaine son rapport *Keeping the promise*, où il affirme que les Objectifs ne pourront être atteints que grâce à une nouvelle impulsion. Mais pour cela, les pays industrialisés doivent enfin tenir leur promesse d'augmenter l'aide au développement. Sur le plan international, la discussion porte sur le 0,7% du revenu national brut. En décidant de n'allouer même pas 0,5% à la lutte contre la pauvreté dans le monde, la riche Suisse se met hors jeu elle-même.

Pour plus d'informations :

Michèle Laubscher, 079 644 72 49